

---

JOHANNESBURG – Réunion de synthèse des dirigeants régionaux et de l'ALAC - 1re partie

Jeudi 29 juin 2017 – 10:30 à 12:00 JNB

ICANN59 | Johannesburg, Afrique du Sud

ALAN GREENBERG : Je vais demander à tout le monde de prendre place. Nous allons commencer incessamment sous peu.

Très bien donc nous commençons. Cette première séance ce matin est un petit peu différente et ce n'est pas une réunion officielle de l'ICANN parce que c'est un sujet un petit peu différent, une thématique un petit peu différente.

Je vais revenir en arrière. Pendant l'assemblée générale Amérique du Nord il y a de cela quelques mois avec Göran et avec la présence de Göran et un jour au déjeuner, on parlait de son expérience en Suède, essayant de fournir une connectivité à tout le monde pour ce pays de Suède. Donc la connectivité, ce n'est pas véritablement un sujet ICANN, c'est un sujet très important pour nous. Et en Afrique, c'est particulièrement important, la connexion internet et la connectivité.

Donc j'ai suggéré que l'on ait un petit débat sur la connectivité universelle en se reposant sur l'expérience de Göran Marby en Suède. Et c'est pour ça que je lui ai demandé s'il acceptait de

---

*Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.*

---

bien vouloir nous dire quelques mots à ce sujet et je lui donne donc sans plus attendre la parole.

GÖRAN MARBY :

Merci beaucoup Alan de me donner cette possibilité de m'exprimer et bien sûr, je parle en mon nom privé et rien de ce que je dis n'a quoi que ce soit à voir avec mon travail de PDG de l'ICANN. Je suis très heureux d'en parler parce que j'ai fait du travail en Afrique sur l'accessibilité, les règlements d'accessibilité. J'ai partagé le travail que j'ai fait en Suède. Donc je vais dire quelques mots, vous pourrez me poser quelques questions.

Ce que l'on a appris et je ne sais pas si vous connaissez bien la Suède mais c'est un des plus grands pays d'Europe. Dix millions de personnes y vivent mais ils ne vivent pas au même endroit évidemment et vous avez deux parties différentes : le nord de la Suède et le sud. Tout le monde pratiquement, la plupart des gens vivent au sud. Le climat est très rude au nord. Si vous n'aimez pas le froid, la neige et des hivers très longs, vous n'aimerez pas le nord de la Suède. Et ça nous pose des problèmes de connectivité.

Si vous quittez les métropoles denses en population, nous avons la même densité qu'au Sahara. Le nord de la Suède, c'est

---

comme le Sahara : c'est très peu habité. Il n'y a que la Finlande qui est encore moins habitée en Europe.

Mais vous savez que nous sommes assez bien organisés en Suède. Nous sommes que peu de personnes, nous devons nous serrer les coudes et nous travaillons ensemble, ça fait partie de notre ADN. Parce que nous sommes si peu nombreux, nous devons faire le maximum.

Dans notre histoire, c'était un des pays les plus pauvres du monde il y a de cela 100 ans. Au début du 18<sup>ième</sup> siècle, un quart de la population est parti de la Suède parce qu'ils mourraient de faim. Et ce qui est différent par rapport à d'autres pays, dans les pays nordiques, on ne peut avoir qu'une seule récolte par an. Si la récolte n'est pas bonne, on meurt de faim. Donc on doit coopérer. Vous savez, tout se base sur le grain, sur les pommes de terre. Lorsqu'on avait ces mauvaises récoltes, on partageait les récoltes. C'est comme ça que l'on fonctionne en Suède.

Donc au niveau de la Deuxième Guerre mondiale, on s'est dit on est si ennuyé que personne ne nous a envahi. On est resté tout seul, personne ne nous a envahi. Mais on a lancé notre industrie de production et de fabrication et on n'a pas été impacté par la guerre. On n'a pas eu de destructions pendant la Deuxième Guerre mondiale et c'est là où la Suède a commencé à beaucoup produire comme produits de consommation.

---

On est maintenant un des pays les plus riches au monde. Norvège est beaucoup plus riche mais on est un pays très riche, qui a un très haut niveau de vie et ça, c'est important aussi.

Donc moi, j'étais responsable des régulations des télécommunications en Suède. Donc les autorités de régulations ont différentes obligations. L'obligation que j'avais, c'est de donner une connectivité à tout le monde en Suède. Et les autorités de régulation, ce n'est pas une loi, c'est un règlement d'avoir accès à l'internet, que tout le monde ait accès à internet. Il n'y avait que 250 foyers qui n'avaient pas accès à internet sur 4,5 millions de personnes. Et il y a des montagnes en Suède où il n'y a pas d'électricité. Et quand je parle de froid, c'est vraiment du froid. C'est assez agréable en fait. Maintenant, je vis à Los Angeles. Cela veut tout dire.

Donc pourquoi est-ce que je vous parle de la Suède ? Parce qu'il faut toujours revenir sur les conséquences historiques. Nous avons décidé en tant que gouvernement, on ne l'a pas appelé la société de l'internet mais on l'a appelé la société de l'information. C'est ce qu'on disait dans les années 1990. Et nous avons parlé de l'accès aux lignes téléphoniques, on avait besoin de bâtir des systèmes d'accès. Et on s'est rendu compte, lorsque je suis arrivé à la fin des années 1990, c'est qu'il y avait beaucoup d'éléments à prendre en compte. C'est vraiment les problèmes de distribution par exemple de droits de licence pour

---

des téléphones portables, la demande, prendre en compte l'offre et la demande, prendre en compte l'accès à l'énergie également. Donc ce n'est pas seulement un plan énergétique, un plan de régulation mais d'une manière très suédoise, nous l'avons appelé « Travailler ensemble ». Et en 2010, nous avons décidé d'avoir un forum large bande pour la Suède. Et ça, ça nous a permis de faire beaucoup pour la connectivité en Suède.

Maintenant, nous avons les plus grandes vitesses d'accès à l'internet et les meilleures bandes passantes de connectivité au monde quasiment. Il n'y a que peut-être à Hong Kong qu'on fait mieux. Donc la plupart de l'accès passe par les opérateurs télécom, passe pas la fibre optique. Mais parfois, il y a plusieurs opérateurs téléphoniques et ce n'est pas efficace lorsqu'il y a par exemple une concurrence entre la fibre optique la connectivité mobile par d'autres voies.

On a décidé que le cuivre ne va pas tenir le coup trop longtemps. Nous avons réfléchi à la perspective satellite – moi, j'ai été un des fondateurs de cela – et on a réfléchi à tous ces éléments qu'on devait prendre en compte. Et on a dû convaincre des personnes qu'on devait utiliser aussi une pelle pour avoir accès à l'énergie.

Il y avait tant de parties prenantes dans cette régulation des télécommunications. Il faut avoir une stratégie encore pour

---

l'IPv6, pour DNSSEC. L'IPv6, ça a très mal marché en Suède par exemple.

Donc pour vous donner quelques exemples de ce que l'on a fait avec néanmoins quelques petits problèmes, comment obtenir un financement pour tout cela ? Parce que le gouvernement suédois ne m'avait pas donné beaucoup beaucoup de fonds.

Il fallait tout d'abord voir s'il y avait une demande. Il n'y avait pas de demande. Et lorsque je parle à des pays, il y a une attente, une volonté que ce soit les utilisateurs finaux qui payent. Mais les gens sont très intelligents : ils ne payent que s'ils voient un avantage à en tirer, un profit à en tirer. Et ce qu'on a appris, c'est qu'il fallait vendre le concept de l'accès à l'internet pour que les personnes soient assez intéressées et soient prêtes à bien vouloir payer pour cela.

Donc les Suédois sont en mesure de payer à cause de notre haut niveau de vie. Et je sais que c'est très différent dans d'autres pays du monde. Donc on a pris une décision : on ne va pas demander aux utilisateurs finaux de tout payer, on avait besoin des fonds qui venaient du gouvernement mais les utilisateurs finaux allaient payer une certaine partie.

Donc on a eu un programme, la fibre optique jusqu'au village. Et vous savez, les villages sont très différents des autres parties du monde à cause de cet esprit de coopération dont j'ai parlé au

---

début et ils sont très éloignés les uns des autres. Donc on n'a pas un village avec beaucoup de maisons, des gens qui marchent... Les fermes sont très éloignées les unes des autres. Et ça, c'est devenu un aspect positif parce qu'on était dans les régions rurales de Suède, on a parlé à des agriculteurs et on les a convaincu d'utiliser leurs pelles et leurs instruments si vous voulez et on devait creuser beaucoup pour installer la fibre optique. Et beaucoup de villages ensemble ont décidé de passer par plusieurs propriétaires terriens, par plusieurs terres et eux-mêmes ont utilisé leurs pelles pour creuser, pour installer la fibre optique.

Donc 73 % des foyers sont connectés à la fibre optique et 100 % des appartements sont connectés et près des villes, la plupart des villas sont connectées. Donc cela représente six à sept ans de travail.

Donc ça a eu un impact fort, ça a créé une demande parce que lorsque vous êtes connecté quand vous commencez à utiliser l'internet, vous voulez l'utiliser partout. Donc la demande pour le téléphone portable, pour être en mesure lorsqu'on se déplace, avoir une pénétration mobile d'accès à l'internet mobile, c'est 130 % maintenant parce qu'on a plus d'un téléphone.

---

Mais ça a commencé lorsqu'on a convaincu les personnes de faire un petit investissement dans les villages. Vous pouvez croire que c'est facile dans ce type de société collaborative. Vous avez quand même des droits à la propriété, on ne peut pas creuser partout. Mais grâce à ce forum, nous avons travaillé avec beaucoup de partenaires gouvernementaux pour obtenir le droit de creuser. On a dépassé les aspects politiques et on a convaincu les municipalités que c'était un bon modèle commercial que de bâtir la fibre optique, de faire venir la fibre optique. C'est un investissement intéressant à long terme.

Il y a 280 municipalités qui ont des réseaux locaux de fibres optiques et qui gagnent de l'argent parce qu'ils fournissent un service à leurs propres membres des municipalités et gagnant de l'argent. Donc ces municipalités n'ont pas vraiment le droit de gagner de l'argent mais ça a créé un bon environnement de travail.

Donc cet accès fixe dans les villages grâce à la fibre a connu le succès. Le soutien a été extrêmement important et j'ai passé beaucoup de temps dans mon travail à convaincre des municipalités du monde entier à ne pas convaincre vos opérateurs télécommunication. C'est comme lorsque vous creuser pour installer du gaz, de l'électricité, mettez des fibres. Et vous n'avez pas besoin d'avoir un équipement actif.



---

Connectez cela à des sous-sols. Donc on n'a plus besoin de certains opérateurs télécommunication.

Donc lorsque l'on donne tout l'argent aux opérateurs de télécom, on crée des monopoles et ça, c'est négatif.

Donc il y a 450 différents opérateurs où ISP, fournisseurs de service internet qui gèrent les réseaux en Suède. Mais le gros opérateur télécom ne serait pas d'accord pour voir cela comme positif parce que les prix vont baisser.

Donc au niveau du mobile, ce qui compte, c'est le spectre. Un téléphone mobile utilise quatre ou cinq bandes passantes constamment. Et le spectre, ça va être ce que font les radios et les télécommunications militaires, c'est un petit peu comme les satellites: c'est divisé pour plusieurs groupes. Vous savez maintenant que c'est là où beaucoup de pays gagnent de l'argent avec cela, avec ces différentes bandes passantes et spectres. Mais qui est propriétaire de ce spectre? Et bien, c'est quelque chose qui existe constamment mais qui est assez rare néanmoins, l'accès au spectre. Et tout le spectre n'est pas le même. Donc je vais vous expliquer un petit peu comment ça marche.

Donc vous avez une bande passante avec beaucoup de capacité mais un signal qui ne va pas très loin. Si vous abaissez dans la

---

bande passante, le signal va plus loin. N'oubliez pas ça parce que ça, c'est un concept important.

Donc on a pris la décision suivante : à chaque fois qu'on distribue une partie du spectre, on va donner des critères. Ça appartient à la population, c'est au peuple, cela doit toujours revenir à la population. Donc on doit accroître la compétition ou maintenir la compétition, la concurrence lorsqu'on octroie des bandes passantes à une partie du spectre. Il y a la question de la couverture également qui rentre en ligne de compte.

Très souvent, on voit ça à l'envers. Mais en tant que régulateur de télécom, ça a été ma décision, pas celle du parlement. Donc vous savez, ils n'ont pas ri en Suède lorsque je ris au gouvernement.

Oui, je sais que nous sommes un petit peu spéciaux.

Donc il y a cette bande 800 qui est un bon compromis. Et c'est ce qu'on utilise principalement pour les télévisions. Et on a regardé la carte de Suède et on s'est dit il y a des endroits où il n'y a pas de couverture et nous avons une obligation de couverture. Donc on n'a pas la fibre partout. Donc on arrivait je crois à un endroit où personne ne vivait.

Donc je crois que 70-80 % du pays est couvert au niveau des téléphones portables et que de toutes façons, il y a des endroits

---

où on ne peut rien bâtir. Mais nous avons également des tribus, nous avons des réserves et donc nous devons utiliser le satellite pour compléter cela.

Mais ce qui compte comme conseil que je vous donnerais, vous devez réfléchir à cela ensemble. Avec tous ces éléments à prendre en compte, ça va des agriculteurs aux opérateurs de téléphones portables, aux opérateurs des télécoms si vous voulez que ça fonctionne. Vous devez vous asseoir autour d'une table et réfléchir ensemble, parler de IPv6, du DNSSEC comme nous l'avons fait. Maintenir la concurrence également. Ce qui est essentiel, c'est que vous devez travailler ensemble. Vous devez être suédois. Voilà. Merci beaucoup.

J'espère que c'était intéressant et j'ai quelques minutes pour répondre à vos questions.

ALAN GREENBERG : Oui, nous avons une première question d'Aziz peut-être.

AZIZ HILALI : En fait, j'ai deux petites questions. D'abord, merci pour ce partage d'expérience au niveau de la Suède. Vous avez parlé du fond pour la connexion des zones éloignées. Vous savez qu'il y a pas mal de régions dans le monde où on a des vrais Sahara et des vraies montagnes. Et je sais que la plupart des pays africains

---

ont mis en place ce qu'on appelle le service universel pour financer la connexion des gens qui habitent dans des zones où les opérateurs ne souhaitent pas aller. Ça, c'est ma première question : est-ce que le service universel, est-ce qu'il a bien marché par exemple, en Afrique ou pas ? Je ne le sais pas puisqu'il y a quand même un grand passage.

Deuxième question concernant le partage de l'infrastructure entre les trois – j'ai dit les trois parce que dans mon pays, il y en a trois – entre les opérateurs concurrents et l'opérateur historique.

Et puis troisième petite question, c'est concernant la fibre optique. Est-ce que c'est normal que l'opérateur paye ou fait payer l'utilisateur final la connexion ? Je prends l'exemple du Maroc où pour se connecter avec la fibre optique, on paye d'abord un frais qui est l'équivalent de 300 \$ et ensuite, on paye à peu près 60 \$ le mois pour avoir la connexion.

Dernière question encore parce que j'ai travaillé chez le régulateur, dernière question concernant... Dans la plupart des pays, les opérateurs concurrents se mettent d'accord et ça devient encore une autre sorte de monopole. Comment le régulateur agit pour... ? C'est ça.

---

ALAN GREENBERG : Avant de donner à Göran la possibilité de répondre, il a quatre minutes et sept personnes veulent prendre la parole. Donc allez-y.

GÖRAN MARBY : Très bonnes questions. Dans beaucoup de pays, on a ce qu'on appelle le fond d'obligation de service universel. Nous n'avons pas cela en Suède. La Suède n'a pas ce système donc nous devons trouver les moyens ailleurs et nous recevons des financements du gouvernement, par exemple dans notre programme fibre optique pour les villages. Si le gouvernement ne nous donnait pas assez d'argent, nous essayons d'obtenir l'argent par d'autres moyens. De toute façon, c'est beaucoup d'argent.

Ce que nous avons aussi fait, c'est une réglementation des télécommunications, les opérateurs. Et c'est intéressant. Et c'est un système local qui permet de regrouper physiquement si vous avez une connexion fibre optique. En temps réel, vous avez un monopole parce que si votre voisin a un autre opérateur de fibre optique, peu importe.

Donc ce que nous avons fait, nous avons changé la manière de considérer cela. Nous avons dit il y a des monopoles, cela existe, le marché fonctionne comme ça. Si quelqu'un vous a connecté, vous n'avez pas de choix. Vous avez un monopole personnel.

---

Donc on a dit que la concurrence de l'utilisateur final était plus importante. Et donc nous avons mis en place une réglementation qui a été très bien reçue par les propriétaires de fibre optique. Si vous avez une fibre optique, quelqu'un d'autre peut vendre son service. C'est ce qu'on appelle le regroupement local. Et nous avons établi un prix pour les propriétaires de fibre optique. Ils pouvaient vendre leur service à un fournisseur de service.

Là, c'est un petit peu technique mais pour éviter qu'il y ait des monopoles, c'est ce qu'on a fait. Et le plus important ici, c'est que nous avons découvert que les opérateurs de télécom ont commencé à perdre du terrain parce que maintenant, tout le monde pouvait créer une fibre optique et installer une fibre optique. Ce n'est pas compliqué, c'est comme un autre service. Et donc, ça a créé ici une concurrence au niveau des prix, voilà.

C'est comme cela que nous avons fait pour éviter ce système de monopole. Donc on a les prix inférieurs et puis ça aussi, ça dépend de la demande parce que si vos prix de fibre optique augmentent trop, vous devez travailler avec quelqu'un d'autre.

Et avant de partir, je voulais vous dire qu'il y a une nouvelle loi pour partager l'infrastructure des lignes. Si quelqu'un veut utiliser l'infrastructure qui est utilisée pour poser votre fibre optique, vous pouvez le faire. Les municipalités par exemple le

---

font. Ils utilisent ce conduit. On ne voulait pas qu'il y ait de monopoles de nouveau dans le sens de ces conduits. Donc maintenant, on oblige à partager ce type de conduit. Voilà. C'est une bonne chose.

Et le point important ici, c'est qu'il y a beaucoup d'étapes ici et d'acteurs qui doivent se réunir et se mettre d'accord sur ces points-là.

Une dernière question. Je m'excuse, je n'ai pas plus de temps. Je ne pensais pas que ça allait être si intéressant. Je vous dis la vérité.

ALAN GREEBERG : Est-ce que quelqu'un veut prendre la parole, poser une question ?

HOLLY RAICHE : Bien. Est-ce que cela est écrit quelque part en anglais ? Parce que beaucoup de pays partagent les mêmes problèmes, c'est le cas de mon pays, donc j'aimerais trouver ces informations, savoir comment ça fonctionne, voir si on pourrait les appliquer.

GÖRAN MARBY : Alors ces informations figurent quelque part en suédois. Mais ce modèle que nous avons créé, nous l'avons présenté dans un

---

forum et les gens qui travaillent avec moi – et j’ai longtemps travaillé en Afrique aussi – ces gens ont parlé de ce concept de coopération et comment est-ce qu’on fonctionne au niveau des licences. Je peux en parler avec mon ancienne équipe, voir ce qu’il y a de disponible en anglais. Je sais qu’il y a des gens qui font des études académiques là-dessus.

Et ce que je voulais ajouter aussi, c’est que pendant longtemps, j’ai travaillé dans ce domaine mais je ne suis pas vraiment le héros dans ce domaine. Les héros ici, ce sont les gens qui ont amélioré les problèmes de connectivité eux-mêmes au lieu d’attendre que le gouvernement résolve leur problème. C’est très intéressant aussi.

ALAN GREENBERG : Andrei ?

ANDREI KOLESNIKOV : Je serai bref. Comment est-ce que vous voyez les nouveaux paradigmes dans l’allocation de spectres pour donner une petite partie aux opérateurs? Est-ce que vous pensez que c’est faisable ?



---

GÖRAN MARBY :

Oui. Je pense que oui. Nous parlons du fait que quand on alloue un spectre, on le fait. Ici par exemple, nous avons un certain niveau de spectre et on peut vendre une partie de ce spectre à quelqu'un qui peut-être ne va pas l'utiliser. Donc il y a des nouvelles techniques qui permettent d'avoir le droit et d'utiliser ce spectre s'il n'est pas utilisé. Je pense que c'est bien, c'est clair.

Donc j'ai décidé que pour toutes les licences que nous avons vendues depuis 2010, personne n'a un spectre exclusif. Donc lorsque la nouvelle technologie arrive, ce n'est pas le cas encore, quelqu'un pourra utiliser ce spectre si le premier utilisateur n'utilise pas ce spectre parce qu'une des choses qui concerne le spectre, c'est qu'on alloue ces spectres pendant très longtemps. Par exemple dans un cas, on l'a fait pendant 24 ans. Cela veut dire que l'on bloque quelque chose pendant 24 ans. On est obligé de le faire parce que l'opérateur de mobiles investit beaucoup d'argent. Donc il veut vraiment compter là-dessus.

D'autre part, on veut s'assurer qu'il y a plusieurs opérateurs de téléphones mobiles qui entrent en concurrence les uns avec les autres. Et puis il faut tenir compte des changements technologiques. Beaucoup de responsables de la réglementation dans les pays utilisent ce qui s'appelle le « free G » hype, c'est-à-dire un système qui a été très très utile pour beaucoup de pays mais qui finit par bloquer les gens, les clients

---

dans une technologie particulière sans avancer. Et la plupart des pays ont dit qu'ils n'allaient pas répéter ce problème.

Donc la première chose qu'il faut faire lorsqu'on applique une politique de spectre, il ne faut pas donner des spectres exclusifs. Et il faut dire que cela peut être utilisé, que ces spectres pourront être utilisés lorsque la technologie va évoluer.

Donc je pourrais passer des journées à vous parler de cela, comment passer de la télévision analogique à la télévision numérique et ce type de choses. Ce sont des thèmes qui m'intéressent beaucoup.

ALAN GREENBERG : Nous avons une question dans le chat. Est-ce qu'elle pourrait être lue ?

YESIM NAZLAR : Merci Alan. Nous avons une question sur Adobe Connect de Sivasubramanian. Il dit : « Dans un contexte mondial ou global, si on devait passer au spectre ouvert, que vont faire les gouvernements ? Qu'est-ce qu'ils vont perdre ? Et qu'est-ce que les responsables des télécommunications vont perdre ? Comment cette politique des spectres ouverte va se refléter sur les échanges de données et sur les prix ?

GÖRAN MARBY :

Le spectre ouvert risque de ne pas marcher en tant que concept parce que lorsque vous faites un appel avec votre téléphone, vous utilisez un spectre. Et c'est pour cela qu'il faut qu'il y ait des spectres spéciaux pour des utilisateurs spéciaux, pour chaque utilisateur spécial. C'est une mécanique.

Par exemple, vous avez le Wi-Fi. Vous avez deux différents Wi-Fi. Ils sont séparés. Et si vous êtes chez vous, votre voisin a son propre Wi-Fi, il utilise le même spectre. Des fois, vous allez vous rendre compte que ça ne marche parce que son signal est plus fort. Donc la mécanique ici est compliquée.

Nous devons aussi comprendre que la raison pour laquelle nous avons tout ce système, c'est parce que quelqu'un a décidé de faire un investissement. Cela a coûté beaucoup d'argent. Une station dans une zone connectée à laquelle vous devez accéder coûte 1 million de dollars. Et pour couvrir toute la région, vous avez besoin de milliers de ce type de station de base. Donc des fois, on ne les voit pas parce qu'elles sont en haut d'un immeuble mais elles doivent exister. Moi, je les vois, je les connais, je sais. Donc quelqu'un doit investir dans ce secteur et c'est beaucoup beaucoup d'argent.

Donc le spectre, c'est une mécanique et il faut aussi se souvenir que vous pouvez penser que lorsque je vous appelle, cela se fait

---

sans fil. C'est une connexion sans fil. En réalité, cela va passer par la terre, à travers une fibre optique. Donc le téléphone mobile n'est mobile que par rapport aux stations qui vont ensuite reproduire cet appel.

Vu le coût quand on utilise un téléphone portable ici, moi, j'utilise FaceTime par exemple ou d'autres applications. Donc on n'utilise pas son service mobile d'un pays à l'autre parce que cela réduit le prix.

Je dois partir mais c'est une des séances les plus intéressantes que j'ai eu depuis que je suis ici je dois dire.

ALAN GREENBERG :

Nous allons en reparlerons.

Nous avons quelques minutes pour commencer à parler de ATLAS III, ATLAS III qui aura lieu en mars 2019. Est-ce que je dois vous expliquer ce qu'est ATLAS ?

OK, d'accord. ATLAS, c'est A-T-L-A-S. C'est le sommet de At-Large. C'est l'assemblée générale mondiale que nous organisons tous les cinq ans. Le premier a eu lieu en 2009 à Mexico City. Ensuite en 2015 à Londres et le prochain donc au lieu en mars 2019. Donc ce sera au Japon à Kobe. Cette annonce a déjà été publiée. Bien.

---

Une des questions qui a été posée, c'est l'organisation de cette réunion. Cela demande du travail mais en plus, si vous vous souvenez dans la révision d'At-Large, parmi les recommandations que nous avons, il fallait faire venir à cette réunion les personnes qui travaillent ou qui sont des bons candidats pour commencer à travailler de façon qu'ils contribuent. Cela peut coïncider ou pas avec les gens que nous faisons venir à nos assemblées générales aujourd'hui, c'est-à-dire un représentant par ALS, si nous avons des membres individuels dans les régions, un membre individuel.

Donc la question que je voudrais vous poser d'abord pour lancer la discussion, c'est est-ce que vous voulez que l'on passe à un autre modèle où dans lequel le fait d'être une ALS ne vous donne pas obligatoirement le droit d'avoir un ticket et que nous allons commencer à sélectionner les gens en fonction de leur contribution, leur participation et le travail qu'ils sont susceptibles de faire ? Voilà. Ça, c'est la question.

ALAN GREENBERG :

Bien, donc je vais commencer. D'abord, je vais ouvrir la queue. J'ai déjà six personnes qui veulent prendre la parole. Donc je ne sais pas qui commence, qui est le premier. Je crois que c'était Sébastien. Tijani ? Alors Tijani le premier. Et vous vous occupez de gérer la queue.

---

TIJANI BEN JEMAA :           Merci beaucoup. Cette idée de changer plus ou moins le format de notre sommet, on en a déjà parlé et je ne suis pas très convaincu personnellement. Je comprends ce qu'il y a là derrière mais je pense que si l'on croit que certaines ALS ne méritent pas de venir à l'assemblée générale, nous devons les décertifier tout simplement parce que nous devons analyser les critères concernant la participation des ALS et les appliquer. Et nous devons demander à nos ALS d'être actives et sinon, de les fermer.

Ce sommet doit être pour toutes les ALS. Si vous êtes un membre, vous devez être traité sur le même pied que les ALS.

ALAN GREENBERG :           Très bien. Je demande aux gens de me dire que se passe-t-il si une ALS a trois personnes qui sont très actives ou si on a un membre individuel qui est très actif, que devons-nous faire ? Tenez en compte dans votre réponse s'il vous plaît.

Qui se trouve maintenant dans la queue ? Oui.

GARTH BRUEN :               Bonjour. La réponse est que non. Ma première réunion était en 2009 à la réunion du Mexique et en tant que nouveau membre,

---

ça m'a prit une réunion pour comprendre ce qu'il se passait à l'ICANN. Et cette expérience m'a permis de devenir un participant actif. Donc non, nous devons faire venir les gens à la réunion pour qu'ils comprennent mieux comment fonctionne ICANN. Donc un des critères, ce serait de faire venir les ALS. Bien.

ALAN GREENBERG : J'essaie d'organiser la discussion. C'est tout. Je ne prends pas parti.

CHERYL LANGDON-ORR : Alan, je pense qu'il y a quelque chose qui s'appelle la méritocratie qui existe et nous devons tenir compte des gens qui sont actifs et qui participent. Et j'aime bien ce que fait ATLAS, je crois que c'est important. Je pense que c'est utile de réunir nos ALS.

Cela dit, nous devons avoir une capacité à 100 % assurée et toutes nos ALS doivent envoyer leur propre représentant. C'est important. Donc essayons de voir un petit peu quels sont les partis. Voyons un petit peu ce qu'il pourrait arriver. Moi, j'aime bien cette idée de méritocratie. Je pense que ça ne devrait pas venir du budget d'ATLAS d'abord. Voilà, c'est ce que j'avais à dire. Merci.

---

JUDITH HELLERSTEIN : Merci. Je soutiens l'idée de Tijani. Je pense que c'est ce que nous devons faire. C'est quelque chose que Glenn et moi avons fait à NARALO. Nous travaillons pour essayer de trouver un moyen de faire des analyses statistiques pour voir quelles sont les ALS qui ne sont pas actives et ensuite, les contacter et voir comment on peut les rendre plus actives, qu'est-ce qui les intéresse. Et ensuite, nous décidons. Et c'est comme ça que nous avons obtenu une augmentation de la participation à notre réunion.

Mais je veux aussi soutenir l'idée de Garth parce que je pense que pour moi, lorsque ça a été ma première réunion, mon mentor de l'époque Glenn avait organisé une réunion pour que toutes les ALS puissent y participer, dans cette réunion d'ATLAS, de façon à ce que tous ces gens deviennent actifs et comprennent comment les choses fonctionnent. Et je dirais que ça m'a beaucoup aidé, cela a beaucoup aidé les gens à comprendre le processus. Et ensuite, lorsqu'ils sont rentrés chez eux, ils ont pu aussi expliquer aux autres de quoi il s'agissait.

C'est de ça que nous avons besoin. Je crois que c'est la manière la plus efficace de travailler.

ALAN GREENBERG : Merci. Alors la question d'envoyer plusieurs personnes par ALS et la question des utilisateurs individuels.



---

Sébastien.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Je n'aime absolument pas cette discussion. Elle n'est sur aucune base. On a appris hier qu'il y avait un ATLAS III et aujourd'hui, on va commencer à discuter de critères. Mais ça serait quand même mieux qu'on ait un papier qui explique quelles sont les deux possibilités, sur quelles bases se mettre et pourquoi est-ce qu'on fait ces deux propositions. Pourquoi est-ce qu'on invente un truc aujourd'hui ?

Donc vraiment, je vous demande d'arrêter cette discussion, Monsieur le Président, parce qu'elle ne permet pas d'avoir un débat de fond. C'est notre impression à fleur de peau. Et bien c'est une très mauvaise façon de gérer un sujet. Maintenant qu'il est mis sur la table, chacun de nous va réfléchir, quelqu'un produira un papier et cela permettra de travailler dessus. Merci.

ALAN GREENBERG : Nous avons un soutien pour cette réunion ATLAS. Ce n'est pas une décision que nous allons prendre. C'est une discussion.

---

SÉBASTIEN BACHOLLET : Lorsque cela a été mis sur l'ordre du jour, quels sont les documents, quelles sont les connaissances que nous avons sur ATLAS ? Ce n'est pas préparé.

ALBERTO SOTO : Je vais parler en espagnol. Je suis d'accord avec Cheryl au niveau de la méritocratie, particulièrement ATLAS II où nous avons eu dans le cas de LACRALO, je ne vais pas parler des autres, je vais parler seulement de LACRALO, à LACRALO dans notre RALO, il y a des gens qui sont venus à Londres et qui ne sont jamais venus à la réunion d'ATLAS. C'était des touristes.

Donc les RALO doivent analyser ce type de problème. Ces gens ne participaient pas au travail des RALO, ils ne sont pas venus aux réunions d'ATLAS. Ils ont profité du billet d'avion et c'est tout. Donc ce n'est pas correct. Merci.

ALAN GREENBERG : Merci. Votre nom.

SEDMUSHAN GAMA : Je ne comprends pas très bien le problème. En Afrique, nous avons besoin de davantage de connections internet, de contenu pour que davantage de gens puissent participer. Et dans notre pays, ce dont nous avons besoin, ce ne sont pas des idées

---

géniales mais une systématisation, un changement dans l'expertise, dans les connaissances. C'est cela seulement qui va pouvoir nous aider à échanger l'expertise. Et là, c'est très important.

Si vous ignorez les ALS, vous risquez d'avoir quelqu'un qui va être actif mais qui, à la fin du travail, n'aura pas vraiment des données précises sur internet.

YESIM NAZLAR : À Remy.

REMY NWEKE : Merci monsieur le Président. Je suis Remy Nweke d'Afrique. En ce qui concerne le thème abordé ici, d'abord après ce que Tijani a dit pour essayer d'évaluer les ALS et leurs performances, leur participation à la communauté ALAC, etc., je crois qu'il est important de leur permettre de participer. Si vous regardez dans le cas de l'accréditation, on a une personne de contact et je suggère que l'on essaie de travailler avec ces gens au lieu parce que plus nous les faisons participer, plus nous allons savoir ce qu'il se passe dans la communauté ICANN et au sein d'ALAC aussi. Merci.

---

YESIM NAZLAR : Ricardo, allez-y.

RICARDO HOLMQUIST : Je vais parler en espagnol. Alan, je crois que la question ici serait comment faire venir davantage de gens parmi les gens qui travaillent. Mais c'est justement les gens qui sont autour de cette table, qui sont assis ici. Si une ALS est active et travaille activement, en général ou elle a un poste ALAC ou elle a un poste ICANN ou elle a un poste à la GNSO ou elle a un poste ailleurs. Et c'est pour ça qu'on paye notre billet d'avion. C'est un billet d'avion qui est payé pour cela. Les gens qui travaillent ont déjà leur billet d'avion qui est payé.

Une des raisons pour lesquelles, lorsque vous avez parlé de Kobe au Japon pour la prochaine réunion, une raisons pour laquelle je n'étais pas vraiment très content, c'est parce que pour moi, c'est aller à l'endroit le plus éloigné de mon pays et pour tout le monde, c'est pareil. Donc j'aimerais beaucoup connaître le Japon mais si une ALS veut amener une deuxième ou une troisième personne, Kobe est vraiment un problème. C'est très très loin. On a choisi le pire lieu pour avoir notre ATLAS III en question de distance et de coût. Montréal au mois de juin aurait été un meilleur choix, une meilleure option dans ce sens-là parce que Montréal, c'est une ville qui est moins lointaine pour tout le monde. Voilà, merci.

---

ALAN GREENBERG : Pour être clair, je vous dirais que nous avons besoin de gens actifs et beaucoup plus de gens actifs que les représentants d'ALAC et les leaders qui sont ici.

En ce qui concerne les endroits où ont lieu nos réunions, nous n'avons pas beaucoup de contrôle là-dessus. Et dans la sélection de ces endroits et l'époque où ont lieu les réunions, c'est difficile parce que nous devons organiser ces réunions dans des endroits où on peut réunir beaucoup beaucoup de gens. C'est compliqué.

Et Seun, vous avez la parole.

SEUN OJEDEJI : Merci. C'est très bien de trouver une manière de faire participer les gens qui sont actifs à ce sommet ATLAS mais je pense que ce ne serait pas juste envers les ALS d'utiliser leurs créneaux pour cela. Donc il devrait y avoir un budget fait séparément pour ce type de gens, pour ne pas leur dire ce créneau correspondant aux ALS doit leur être donné. Donc je crois qu'on devrait tenir compte de cela.

YESIM NAZLAR : Abdeldjalil Bachar, allez-y.

---

ABDELDJALIL BACHAR : Je vais parler en français. Je m'appelle Abdeldjalil Bachar du Tchad et pour moi, c'est une bonne idée, c'est-à-dire d'appuyer ceux qui sont vraiment actifs.

Deuxième point, c'est-à-dire comment rendre actifs ceux qui ne sont pas actifs et c'est là où il faut travailler sur les performances comme on faisait au niveau d'AFRALO, les performances des ALS. C'est vraiment important.

Voyager, c'est bien mais parfois, il faut avoir les impacts locaux. Maintenant ceux qui sont ici, par exemple je pense la majorité, c'est ICANN qui les a pris en charge mais dès qu'on rentre au pays, il faut rendre compte à ceux qui ne sont pas là parce qu'on ne peut pas amener tous les ALS, certains ALS ont presque 10 membres, parfois 500 membres, parfois 1000 membres. On ne peut pas tous les gens les emmener là-bas. Si on arrive par chaque ALS à amener chaque... par exemple pour ATLAS III, amener deux par ALS aussi, c'est une bonne idée. Mais faisons en sorte que les ALS doivent être vraiment actives et doivent contribuer. Pas uniquement au niveau d'ALAC. Dans d'autres sessions aussi : GNSO, etc. Donc il faut que le staff d'ALAC qui sont là, ils doivent coacher les ALS, ils doivent les coacher, les aider, etc. et il faut continuer. Et surtout, c'est-à-dire l'impact local qui est vraiment important. Ce n'est pas aller voyager, revenir, etc. mais le travail qu'on doit faire au pays. Je vous remercie.

---

YESIM NAZLAR : Tijani Ben Jemaa.

ALAN GREENBERG : Oui. Dans sept minutes, nous aurons des intervenants qui nous rejoindront.

TIJANI BEN JEMAAR : Merci. Trois points que j'aimerais lever. Le tourisme. Je suis d'accord avec vous mais la solution n'est pas de dire les personnes qui ont fait du tourisme ne reviendront pas. Les personnes qui ont fait du tourisme doivent être exclues. Nous avons des critères, nous avons besoin de critères forts pour la participation. Nous avons besoin de critères pour la participation au sommet également.

Deuxièmement, vous m'écoutez ? Oui. Alors plusieurs personnes par chaque ALS, je suis d'accord avec vous mais cela ne devrait pas être fait au dépend des autres ALS.

Et troisième point, les personnes individuelles, selon moi, nous avons une politique actuelle, une ligne de conduite, une procédure que nous utilisons que nous devons conserver.

YESIM NAZLAR : Harold Arcos.

HAROLD ARCOS :

Merci. Je vais m'exprimer en espagnol. Je suis d'accord avec ce que Tijani vient de dire et j'allais justement le dire. J'allais justement parler de la question des membres individuels.

Selon notre mécanisme de gouvernance régionale, on a déjà décidé qui devait aller. On a dit que l'assemblée générale de la région et la personne qui va y aller est la personne qui est accréditée pour prendre des décisions dans la région et elle est représentée par les ALS accréditées. Donc je crois que s'il y a quelqu'un qui doit être ajouté, c'est le critère dont on devrait discuter, comment incorporer comme l'a dit Tijani ceux qui n'ont pas d'accréditation de vote ? Les membres individuels n'ont pas d'accréditation de vote. Les ALS, oui, l'ont. Et les ALS sont des membres de l'Assemblée Générale. Dans le cas de LACRALO, les membres individuels ne votent pas mais ils sont actifs quand même.

Donc dans ce cas-là, il faut une considération spéciale. Et mon opinion, personnellement, parce qu'on n'a pas consulté toute la région, je ne peux pas parler en leur nom mais je dirais que mon opinion personnelle, c'est que nous devons exclure le critère d'exclusion. Nous devons être inclusifs et voir qui on va inviter plutôt que qui on ne va pas inviter. Merci.



---

ALAN GREENBERG : Il nous reste deux minutes donc veuillez s'il vous plaît prendre cela en compte dans vos commentaires.

YESI NAZLAR : Satish Babu.

SATISH BABU : Merci. Je suis d'accord avec Tijani, Cheryl et Sébastien et je vois qu'on a besoin de processus en place avec des indicateurs et des critères qui vont stimuler les ALS actuelles et fournir la possibilité aux nouvelles ALS de s'engager sur la base de la participation à l'ICANN.

Donc une fois que ce processus est en place avec des indicateurs et des critères, nous devrions inviter toutes les ALS et les personnes individuelles également mais les personnes individuelles exceptionnelles.

ALAN GREENBERG : Dernière personne.

YESIM NAZLAR : Personne suivante : Leon Sanchez.

---

LEON SANCHEZ : Je vais m'exprimer en espagnol. Et bien je suis également d'accord avec ce qu'a dit Tijani et Seun et Satish. Donc il me semble qu'on a besoin d'être inclusif et non pas exclusif. Nous avons besoin de critères et il faut que ces critères soient fixés bientôt parce que je suis avocat, je suis juriste et on ne peut pas avoir des rôles rétroactifs donc être rapide dans l'établissement de nos critères, notamment sur le financement pour aller à ces réunions ATLAS. Donc aujourd'hui, les rôles sont clairs et je crois que nous devons faire de l'inclusion et non pas de l'exclusion.

Ricardo, au niveau du prix, Kobe, on n'a pas choisi Kobe. Cela dépend à qui l'on demande en ce qui concerne la tarification. Ce n'est pas très cher pour les gens qui sont en Asie Pacifique. Mais si l'on vient de l'autre côté du monde, évidemment, c'est très éloigné.

ALAN GREENBERG : Je crois que c'était une première discussion à ce sujet. Ce ne sera pas la dernière et je noterais simplement que comme partie de la révision d'At-Large, nous soumettons des propositions au Conseil d'Administration par l'intermédiaire de la Commission de l'efficacité opérationnelle et nous verrons les résultats sur la base des commentaires que nous avons soumis. Nous allons nous consacrer plus aux membres individuels. Donc c'est dans

---

deux ans. Donc il ne faut pas qu'on ait de préjugés mais il faut que l'on continue ce débat.

Donc nous aurons 250-280 ALS. On estime que 250 à 280 personnes se déplacent. Donc je ne sais pas si on pourrait aller plus haut que cela.

Donc on a déjà dépassé tout le temps réparti et on n'a pas fait les rapports de liaison donc regardez les rapports de liaison qui sont postés et on essayera de trouver quelques minutes plus tard dans la journée s'il y a des liaisons qui veulent effectuer quelques remarques.

Donc je vais donner la parole à Patrik Fältström.

PATRIK FÄLTSTRÖM :

Je suis toujours heureux d'être ici. Je suis à la tête de SSAC et j'aimerais vous parler des activités un petit peu que nous avons faites récemment à SSAC.

Je vais aller très vite pour définir SSAC donc Comité consultatif sur la sécurité et la stabilité. Je vais vous parler un petit peu des documents que nous avons publiés. Ce qui est intéressant, c'est les questions et les réponses donc j'espère qu'on y arrivera d'ici à peu près un quart d'heure.

---

Donc nous sommes 35 membres au SSAC nommés par le Conseil d'Administration de l'ICANN. Nous avons fait 97 publications depuis 2002. Donc nous publions de plus en plus comme vous savez le voir. Transparent suivant.

Ce que nous faisons, comme l'ALAC, nous fournissons nos propres conseils, nous les publions. Nous nous basons sur la qualité, c'est quelque chose qui doit faire référence. Nous faisons le travail au niveau interne à SSAC et une fois que nous avons terminé notre travail, nous décidons de publier ou pas. Donc la plupart de nos conseils sont auprès du Conseil d'Administration et parfois, on fait des conseils auprès de la communauté de l'ICANN ou même à un niveau plus large.

Donc nous regardons les problèmes d'espace pour les noms, l'harmonisation des IDN – noms de domaines internationaux – on regarde les révisions organisationnelles au niveau interne et externe. On a une révision qui se déroule. On a les questions qui se posent du WHOIS, les différents protocoles qui sont en rapport avec les identifiants uniques de l'internet. Nous avons les ateliers DNSSEC à chaque réunion de l'ICANN et nous avons une commission de l'effectif également qui est continue. Je parlerai des publications un petit peu plus tard. Nous faisons de la sensibilisation, introduction à SSAC et nous avons commencé à faire des documents de sensibilisation. Par exemple, lundi cette semaine, j'ai enregistré une vidéo qui explique un petit peu

---

plus les différents conseils que nous avons sur les emojis et c'est une vidéo que vous pouvez regarder également. Il y a en plus un document qui explique. C'est peut-être plus drôle de me regarder chanter, peut-être pas danser.

Mais sérieusement, nous comprenons que l'on a besoin de texte écrit également. C'est plus agréable pour certaines personnes. Mais il y a toujours la possibilité d'écouter des podcasts et ainsi de suite, d'utiliser d'autres formats comme les vidéos. Autrement dit, donner le choix.

Donc nous voulons que notre travail soit disponible sous différentes formes et nous travaillons en collaboration avec l'ALAC. Voilà, avançons, avançons. Avançons, voilà.

Les publications de SSAC depuis ICANN 58 et nous répondons à des questions et nous peaufinons ces documents et les modifions le cas échéant. Donc je vais vous donner un petit point de vue, un petit aperçu là-dessus.

Donc le document #92, c'est une participation au groupe de travail intercommunautaire sur les droits de l'homme. Cela fait partie de la piste de travail numéro 2. Donc cela devait faire partie des attributions de l'ICANN et des textes statutaires de l'ICANN.

---

Le document #93, des commentaires sur le travail du CCWG sur la responsabilité.

Document #94, une réponse de SSAC aux procédures ultérieures pour les nouveaux gTLD. Donc cela, ça faisait partie d'un PDP. Nous avons répondu à un questionnaire de la GNSO dans le cadre d'un PDP de la GNSO.

Publication #95... Ça va devenir plus amusant. Ça, c'est plus amusant. Vous voyez ? C'est des conseils sur l'utilisation des emojis dans les noms de domaines. La raison pour laquelle on a écrit ce document, c'est parce qu'on avait tant de questions. Les noms de domaines avec des emojis sont de plus en plus nombreux et on nous a demandé des conseils à ce sujet. Donc on voulait aider l'ICANN à développer des politiques et des standards pour les IDN. Et dans le cas de ce standard, on ne pouvait pas utiliser les emojis. Donc le rapport a pu faire une ligne. Mais on a réfléchi à cette question, pourquoi il y avait une décision de L'IETF au niveau de la non-utilisation des emojis dans les noms de domaines.

Publication #96, commentaires sur l'interprétation sur les droits de l'homme, ce cadre de référence pour les droits de l'homme.

Publication #97...

---

Donc est-ce clair ? Donc si vous n'entendez pas la langue que vous désirez, essayez de trouver le bon canal. Donc je continue à parler ma version de l'anglais, l'anglais est ma deuxième langue. Mais le suédois est ma langue principale.

Donc publication #97, en ce qui concerne les services de données zones centralisées, nous avons revu les objectifs du programme CCDS et nous avons parlé des opérations pour les participants. Donc ce service a souvent été satisfaisant mais il n'a pas répondu néanmoins à tous ses objectifs et on a donné des objectifs pour l'amélioration du système CCDS. C'est important de se baser sur les contrats qui existent et sur leur respect. Donc voilà, ça, c'est les publications et notre dernière publication.

Nous avons maintenant environ 20 minutes pour faire une questions et réponses et il y a d'autres membres de SSAC qui sont dans la salle donc ils sont prêts également à répondre à vos questions. Donc Yesim va gérer l'ordre des intervenants.

YESIM NAZLAR : Leon Sanchez aura la première question.

LEON SANCHEZ : Une question pour vous Patrik. J'ai vu que dans votre travail actuel, vous avez un groupe de travail sur le WHOIS et il y a un

---

concept que je ne connais pas et que je ne comprends pas. Est-ce que vous pourriez nous l'expliquer un petit peu plus ?

PATRIK FÄLTSTRÖM : Est-ce que Jeff... ?

JEFF BEDSTER : Oui, je suis de SSAC, je m'appelle Jeff et ça, c'est une question sur l'accès et sur les restrictions de volume sur l'accès aux données. Donc par exemple sur un modèle WHOIS, sur d'autres modèles, l'entité va décider de la fréquence avec laquelle on peut questionner donc limiter le taux si vous voulez dans l'industrie. Il y a certains TLD, ça peut être trois fois par heure, dix par jour. D'autres n'ont pas de limite sur le taux et nous étudions cela au niveau technique, par exemple pour limiter les attaques de service. Il y a des attaques au serveur WHOIS. Il y a eu des attaques récentes récemment aux ressources humaines, ici même. On peut utiliser une nouvelle adresse IP également pour contrecarrer ces attaques.

Donc c'est un peu une escalade. Il y a une escalade lorsque l'on limite les taux et les données sont distribuées et l'accès passe par d'autres points focaux. Donc c'est une question d'escalade et il faut se poser la question pourquoi ça se déroule, quelle est



---

la structure, quel est le processus et comment peut-on mieux gérer ce problème avec WHOIS.

YESIM NAZLAR : Alan Greenberg.

ALAN GREENBERG : Merci. Patrik, je ne sais pas si vous pouvez répondre à cela mais est-ce que vous pourriez nous donner une mise à jour sur les différences d'opinion entre SSAC et la ccNSO sur les deux caractères, les chaînes qui pouvaient prêter à confusion, chaînes à deux caractères ?

PATRIK FÄLTSTRÖM : Oui. Ce qu'il s'est passé lors de la dernière réunion de l'ICANN, c'est qu'il y avait donc des lignes de conduites qui avaient été produites par la ccNSO et à SSAC, nous avons fait une recommandation au Conseil d'Administration de ne pas l'approuver.

Et ce qu'il s'est passé depuis – je vais vous le décrire – c'est que le Conseil d'Administration a envoyé trois questions à moi et au président de la ccNSO. Il nous a demandé que les SO et AC répondent et que les groupes acceptent cette réponse.

---

C'était difficile. C'était un défi mais c'était une manière positive d'améliorer le travail entre les SO et AC et donc trouver peut-être un modèle pour résoudre ce type de problème.

Avec Katrina, nous avons écrit une déclaration pour tous les groupes de travail de la ccNSO et de SSAC. Nous avons créé ce petit groupe de travail avec deux membres de chaque entité, SSAC et ccNSO, personne du leadership de l'organisation et il y avait une personne du personnel en soutien. Et donc ça faisait quatre personnes en tout. Et ce groupe a accepté cette déclaration et s'est mis au travail. Ils se sont réunis une fois cette semaine et ils ont déjà un document qu'ils sont en train ensemble d'éditer. Et donc c'est positif pour répondre à ces trois questions du Conseil d'Administration, ça paraît très bien. Ce groupe de travail semble bien fonctionner.

YESIM NAZLAR :

Satish Babu.

SATISH BABU :

Merci. J'ai une question au sujet 095 sur les emojis. Il semble qu'il y ait de plus de noms de domaines avec des emojis qui s'inscrivent. Ce n'est pas toujours soutenu par les différents navigateurs. Il y a, je crois, un soutien accru pour ces noms de domaines avec emoji et ça semble bien fonctionner. Google

---

semble soutenir cela aussi. Et étant donné que le comité consultatif est contre l'utilisation de cela, comment est-ce qu'on peut gérer ces noms de domaine avec des emojis ?

**PATRIK FÄLTSTRÖM :** Oui, merci de cette question. Et bien étant donné qu'il est possible d'inscrire des emojis dans les noms de domaine et dans les services d'enregistrement qui n'ont pas de contrat avec l'ICANN, là, c'est possible. Mais on ne peut pas faire grande chose en fait.

Je l'explique dans cette vidéo, c'est une des raisons pour laquelle à SSAC, on n'a pas seulement adhéré au critère de l'IETF mais on a expliqué pourquoi ça semble important parce que ça peut prêter à confusion. On ne peut pas parler avec des emojis, s'exprimer avec des emojis. Il y a également des aspects de modification qui existent avec les différents emojis, avec les différentes couleurs de peaux, c'est très complexe. Donc si vous payez 5000 \$, vous pouvez avoir des emojis sur vos noms de domaine donc il faut que l'on trouve un modèle de financement approprié.

Et je crois que la prochaine étape sera de faire plus de sensibilisation et parler à la communauté Open Source, donc par exemple la bibliothèque libcurl. Moi, je suis en train de débattre avec cette personne au sujet de la mise en œuvre de

---

libcurl et cette personne est suédoise également. Et on lui a interdit de venir aux États-Unis, il a eu des petits problèmes. Donc il est en train de travailler à cette question des emojis.

Mais faisons plus de sensibilisation et minimisons les risques. Soyons clairs. À SSAC, nous disons que les emojis, c'est très bien dans les textes, dans les textes messages sociaux et ainsi de suite. C'est tout à fait bien d'avoir un lien sur lequel on peut cliquer où le texte inclut des emojis. On parle seulement du nom de domaine précisément, des protocoles d'identifiant. C'est là où on ne peut pas avoir d'emojis et d'autres symboles dans ces identifiants parce que sinon, on va avoir des problèmes de résolution. Merci.

SATISH BABU : Merci beaucoup. Je serais ravi de vous aider dans votre travail de sensibilisation.

PATRIK FÄLTSTRÖM : Venez nous contacter et nous verrons ce que nous pouvons faire.

ALBERTO SOTO : Merci. Je vais parler en espagnol. Patrik, je vais être bref.

Hier, nous avons eu une réunion entre GSE, LACNIC et LACRALO. Je n'ai pas pu t'inviter parce que c'était une réunion arrosée de

---

bières. Et on a un projet par rapport à l'épuisement de IPv4 en Amérique Latine et aux Caraïbes et LACRALO va collaborer avec LACNIC. Et j'ai ajouté le DNSSEC parce qu'on va faire une espèce d'analyse et on va travailler avec les fournisseurs de services des Caraïbes, les universités, une série d'autres groupes. Et donc à ce moment-là, on verra si on soutient ce que vous faites au niveau du DNSSEC. Alors est-ce que vous êtes au courant de la modification de la clé de racine ?

PATRIK FÄLTSTRÖM :

Merci beaucoup. En ce qui concerne DNSSEC, nous avons un atelier qui a eu lieu avec beaucoup de public. J'étais très content. C'était ce lundi cette semaine et ensemble avec ICANN, je pense qu'avec l'équipe de technologie d'ICANN et le directeur technique, nous pouvons vous aider et vous fournir le matériel de cet atelier pour que vous l'utilisiez dans votre région. Nous serons ravis de vous aider dans ce sens.

Donc si vous nous contactez, nous pourrions vous aider et voir comment nous pouvons vous fournir ce matériel.

JIM GALVIN :

Je crois qu'on nous a demandé aussi du roulement de clé et pour cela, il vous faut demander au personnel de l'ICANN et

---

nous pouvons faire de la sensibilisation là-dessus. Je serais ravi de vous aider dans ce sens.

ALAN GREENBERG : Je crois qu'on a fini.

PATRIK FÄLTSTRÖM : Et il reste neuf minutes, nous pouvons vous les rendre si vous les voulez.

ALAN GREENBERG : Je pense que nous pourrions trouver quelque chose à nous dire. Nous pouvons, si vous voulez passer à la danse.

PATRIK FÄLTSTRÖM : Est-ce que vous voulez demander aux gens s'ils ont des questions à nous poser ? Est-ce qu'il y a des gens ici de SSAC ?

ALAN GREENBERG : Oui, nous avons une personne.

YESIM NAZLAR : Sébastien Bachollet, allez-y.

---

SÉBASTIEN BACHOLLET : Merci beaucoup Patrik. J'aimerais savoir à votre avis ou selon l'avis de SSAC quel est le prochain point important concernant la sécurité et quels sont les problèmes que nous allons devoir affronter comme utilisateur final, au sein de l'ICANN je dirais si vous voulez limiter un peu la question. Comme vous voulez.

PATRIK FÄLTSTRÖM : Je pense qu'en ce qui me concerne, tout dépend de quoi vous me parlez. Si vous me demandez mon avis, je dirais que je m'inquiète un petit peu parce que je travaille avec la solidité, la résilience. On parle beaucoup de la numérisation de la société, ce qui veut dire développement de nouvelles applications. Les choses passent en cloud, l'évolution des business, l'évolution de la société.

Mais toutes ces caractéristiques ont besoin d'un internet qui fonctionne bien. Et lorsqu'une adresse IP veut envoyer un paquet une autre adresse IP sur le réseau, il faut qu'elle atteigne sa destination. Et je vois hélas qu'il n'y a pas suffisamment d'efforts pour créer un internet robuste et résilient. Et on met beaucoup plus d'énergie dans la construction d'application de services sur internet. Et personnellement, moi, je travaille là-dessus et c'est ce qui m'inquiète.

D'autres gens ont différentes opinions là-dessus, concernant l'approche selon ICANN. Je dirais que le DNSSEC est très

---

important encore parce que c'est la base pour les mesures de sécurité moderne que nous avons. Donc le déploiement des zones de signature et la validation des réponses du DNSSEC doivent exister.

Et dans le cadre de tout cela, on a le changement et le roulement de signatures de clé qui va avoir lieu au mois d'octobre dont on parlait et ça, c'est très très important.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Merci Patrik. Et cette question du DNSSEC justement, je ne suis pas vraiment dans la partie technique mais je dirais, comment nous, en tant qu'utilisateurs finaux, je sais que nous pouvons écrire à nos fournisseurs de service internet, mais comment répondre à ce problème ? Parce que si on me pose une question à propos de DNSSEC, moi, en tant qu'utilisateur final, je ne m'y connais pas beaucoup.

PATRIK FÄLTSTRÖM : IPv4, IPv6, l'utilisation de DNSSEC pour un nom de domaine, toutes ces choses-là sont des choses que les utilisateurs finaux, de mon point de vue, devraient laisser aux techniciens. Ça devrait exister et fonctionner correctement. Voilà.

Donc on est dans une zone grise ici entre ce que l'utilisateur final doit savoir et ce qu'il n'a pas besoin de savoir. Donc en tant que



---

personne appartenant au secteur privé, je pense que vous ne devriez pas vous occuper de cela en tant que personne. Par contre, le secteur public, lorsqu'ils font des appels d'offre, des achats, ils devraient inclure IPv4 et IPv6 pour l'accès à internet.

Concernant le DNSSEC, c'est un petit peu la même chose. Et si c'est le cas, si vous êtes une entreprise, vous pouvez vous-même signer votre validation ou acheter le service. Et à ce moment-là, vous allez avoir certaines difficultés.

Donc tout dépend qui fournit le service à des personnes privées parce que je suis d'accord avec vous. En tant qu'individu, je ne peux rien faire. Je vais recevoir ce que mon fournisseur d'internet m'offre et c'est comme ça que ça marche. Merci.

YESIM NAZLAR : Abdeldjalil Bachar Bong.

ABDELDJALIL BACHAR BONG : Je voudrais parler en français. Mon nom est Abdeldjalil Bachar Bong de ISOC Tchad. Merci pour votre présentation monsieur Patrik. Donc j'aimerais savoir quelle est la différence en SSAC et RSSAC. Et aussi, pour nos membres des ALS parce que nous sommes les représentants des ALS des pays, si on rentre chez nous et on nous demande : « C'est quoi le SSAC en nos mots, pas de technique ? » donc en nos mots, quelques mots

---

par exemple, comment on peut leur dire RSSAC c'est quoi et pourquoi c'est important pour eux. Donc je vous remercie.

**PATRIK FÄLTSTRÖM :** Merci beaucoup. SSAC est le groupe que je préside est le Comité consultatif de la sécurité et de la stabilité. Nous analysons les questions de sécurité et de stabilité et de résilience liées à tous les identificateurs qui sont utilisés dans l'écosystème d'ICANN, les adresses IP, les noms de domaine et toutes ces choses-là qui sont liées à la sécurité et la stabilité et la résilience.

RSSAC : le serveur racine analyse les questions liées à la zone racine, à l'opération du secteur racine et aux activités liées à ses fonctions.

Donc il y a bien sûr un secteur qui correspond aux deux groupes dans lequel les activités sont plus ou moins les mêmes. Et donc nous avons une liaison entre SSAC et RSSAC. Nous communiquons entre nous et nous essayons de partager les problèmes pour ne pas répéter l'analyse. Voilà.

Donc ces sont deux choses différentes qui s'occupent de deux secteurs différents.

**YESIM NAZLAR :** Alberto Soto.

ALBERTO SOTO :

Merci. Patrik, par rapport à la question de Sébastien, ce projet que j'ai mentionné, je ne vous en ai pas parlé dans le détail mais nous allons parler avec les chambres qui réunissent les fournisseurs d'internet dans chaque pays. Donc on va vraiment toucher les utilisateurs. Avec les universités aussi, on va travailler avec les universités, avec 51 ALS, 21 pays. C'est pour ça que je disais que c'était important.

Et c'est comme ça que nous pensons. Ne pas demander aux fournisseurs de service. Et nous voudrions faire ce travail maintenant, justement pour que l'utilisateur final n'ait pas besoin de s'inquiéter par la suite.

PATRIK FÄLTSTRÖM :

Merci beaucoup. Je serais ravi de vous aider et de vous montrer les travaux que nous avons faits en Suède, les logiciels que nous avons qui fonctionnent toutes les nuits pour voir ce que font les fournisseurs d'internet. C'est un système qui est assez simple à utiliser. D'une certaine façon, c'est utile parce que ça nous permet de reconnaître les fournisseurs d'internet qui font du bon travail, ceux qui ne font pas du bon travail. Donc c'est très important dans ce type d'initiative de féliciter ceux qui font du bon travail. C'est une manière comme ça de détecter.

ALAN GREENBERG : Merci. Nous sommes en retard, maintenant c'est l'heure. Mais nous avons je crois bien utilisé notre temps. Donc merci beaucoup Patrik d'être venu aujourd'hui. Et nous allons nous réunir à nouveau à 13h30.

Cette réunion va attirer beaucoup de gens donc je vous demanderais de vous asseoir un petit peu avant le début de la réunion.

Est-ce qu'il y a des commentaires à faire ?

C'est la fin de cet appel pour l'appel donc les personnes qui nous suivent à distance. Merci.

HEIDI ULLRICH : Alors la prochaine séance qui aura lieu dans cette salle, c'est la réunion entre AFRALO, les structures At-Larges. Il y aura un déjeuner à l'extérieur.

**[FIN DE LA TRANSCRIPTION]**